

Zeitschrift: Energie extra
Herausgeber: Office fédéral de l'énergie; Energie 2000
Band: - (2004)
Heft: 3: [français]

Artikel: L'Europe relève le défi énergétique
Autor: [s.n.]
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-642949>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 10.02.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

POINT FORT

L'Europe relève le défi énergétique

La centrale solaire du Mont Soleil

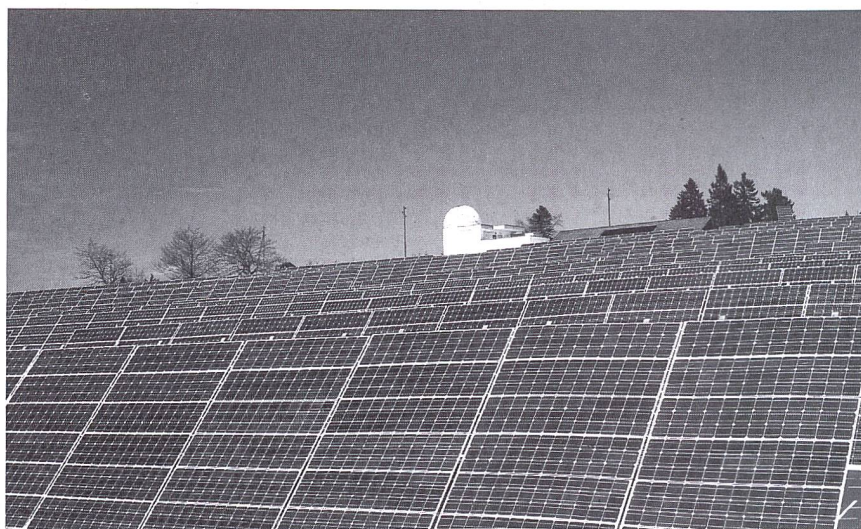
Les partisans d'une politique énergétique durable se réunissent à Bonn pour une conférence internationale qui fait suite au sommet mondial de Johannesburg. La Suisse y participe. Passons en revue les tenants et aboutissants du sommet.

«L'augmentation des événements climatiques extrêmes dans le monde entier l'indique très clairement; le changement climatique affectant notre planète ne relève plus d'un pronostic accueilli avec scepticisme, mais il s'agit bien là d'une dure réalité. Ceci représente un défi qui exige que nous réagissions rapidement.»

C'est par ces mots que le Chancelier allemand Gerhard Schröder a expliqué la position de l'Europe lors du sommet mondial pour un développement durable qui a réuni quelque 60 000 participants à fin août 2002 à Johannesburg. Pour la première fois, lors de la préparation de ce sommet, l'énergie a été mise à l'ordre du jour des préoccupations majeures de l'ONU.

Frustration. L'appel du Chancelier allemand n'a guère fait bouger les choses. A Johannesburg, seuls l'Union européenne, la Suisse, la Norvège, l'Islande, la Nouvelle-Zélande et quelques Etats insulaires se sont déclarés prêts à agir pour atteindre des objectifs quantifiables.

«Pour protéger efficacement le climat et assurer le développement économique, la solution réside dans un approvisionnement énergétique durable», a déclaré Gerhard Schröder. Mais c'est



bien là que les Européens se sont cassé les dents. Tant les Américains que les pays exportateurs de pétrole ne veulent pas viser l'objectif de porter jusqu'en 2012 de 13,9 à 15% la part des énergies renouvelables dans la consommation totale d'énergie dans le monde. Et les pays en voie de développement ont rejeté ce projet en raison des coûts élevés des énergies renouvelables qu'ils considèrent comme un luxe inabordable.

En prenant l'initiative de promettre d'organiser en Allemagne une Conférence internationale sur les énergies renouvelables, Gerhard Schröder a voulu contrebalancer la maigreur des résultats du Sommet mondial sur le développement durable.

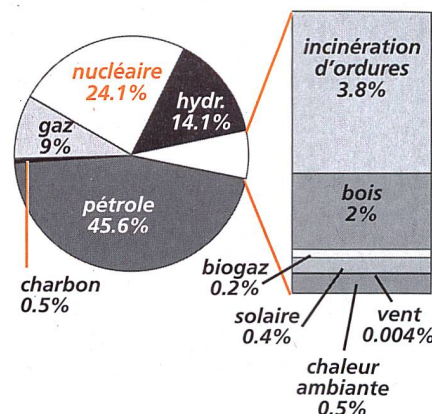
Il a tenu sa promesse. Un millier d'experts renommés, au nombre desquels figurent des délégations gouvernementales et des représentants des Nations Unies, se réuniront du 1^{er} au 4 juin prochain à Bonn pour une conférence intitulée «Renewable 2004». Cette réunion a pour objectif un plan d'action international comportant des réalisations visibles ainsi que des engagements volontaires et des objectifs de développement des énergies renouvelables.

Cette conférence sera essentiellement consacrée à ce qu'il est convenu d'appeler les «nouvelles» énergies renouvelables, telles que l'éolienne, l'énergie solaire, la photovoltaïque, la géothermie, la biomasse, la force hydraulique et la force marémotrice. Toutes ces énergies recèlent un énorme potentiel de développement. Néanmoins, même si la production d'énergie à partir de sources renouvelables a doublé depuis les années 70, sa part de la production globale a dimi-

nué dans le même temps. Il est donc d'autant plus urgent de prendre des mesures pour assurer une alimentation durable en énergie.

Etats industrialisés. Depuis les crises pétrolières, les Etats industrialisés ont, à diverses reprises, fait des efforts en faveur des énergies renouvelables. Le progrès technologique et des contraintes plus strictes en matière de protection de l'environnement ont eu pour conséquence que l'incinération des déchets et la biomasse connaissent l'avancée la plus considérable, et de loin, dans la production d'énergies renouvelables. La production d'électricité et de chaleur à partir

Utilisation de l'énergie en Suisse



Energie hydraulique comprise, les énergies renouvelables ont couvert 21% des besoins suisses en 2002.

Au sommaire:

2 Point fort de ce numéro, les énergies renouvelables et la Conférence de Bonn.

4 Exemples originaux d'utilisation d'énergies renouvelables en Suisse.

9 Comparaison internationale: où se situe la Suisse en matière d'énergies renouvelables.

Entretien avec Doris Stump, déléguée suisse à la Conférence de Bonn.

11 Le Prix Pegasus sera attribué en juin. Présentation des lauréats potentiels.

de la biomasse a notamment fait de grands progrès en Suède, en Finlande et en Autriche. En Suisse aussi, l'incinération des déchets et la biomasse contribuent le plus au développement de la production d'énergies renouvelables.

Sur le plan mondial, la commercialisation des «nouvelles» énergies renouvelables se concentre encore sur quelques rares pays qui poursuivent activement des objectifs ambitieux dans ce domaine. En matière d'énergie éolienne, 86% du total des nouvelles installations mises en service en 2001 se trouvent en Allemagne, aux Etats-Unis, en Espagne et au Danemark. Globalement, leur capacité de production s'élève à 21,6 GW.

En matière d'énergie photovoltaïque, le Japon, les Etats-Unis et l'Allemagne détiennent 85% de la capacité mondiale. Cette concentration sur un nombre restreint de marchés nationaux présente cependant des risques. En effet, si les Etats pionniers ne poursuivent pas avec constance leurs efforts de promotion, les conséquences peuvent être désastreuses pour le développement de ce type d'énergie, ainsi que le prouve l'incertitude qui règne actuellement quant à la poursuite du «Programme des 100 000 toits» en Allemagne.

Tiers-monde. Le Nord et le Sud ont des visions très différentes des énergies renouvelables. L'exemple de l'énergie hydroélectrique illustre bien cette différence. En effet, 19% de l'électricité consommée dans le monde entier sont produits grâce à de grands barrages. Les Etats africains et sud-américains doivent cependant, lors de leur construction, imposer leur point de vue aux organisations de protection de l'environnement. Les barrages déjà érigés ont massivement modifié le cours de certains fleuves et provoqué le déplacement de 40 à 80 millions de personnes. En conséquence, ils font l'objet de vives critiques.

La plupart des Etats du tiers-monde hésitent à investir dans les énergies renouvelables et à adopter des objectifs précis. Ils estiment avoir déjà bien assez à faire pour procurer une alimentation en énergie de base aux quelque 1,6 milliard d'êtres humains qui n'y ont pas encore accès.

Dans le tiers-monde, les énergies renouvelables peuvent jouer un rôle subsidiaire, en particulier pour remplacer, pour la cuisson des aliments et le chauffage, le bois récolté d'une façon durablement dommageable, bois dont la combustion présente un danger sanitaire, ou encore lorsque la construction d'un réseau de distribution de courant électrique est trop coûteuse.

Dans ce domaine, les pays industrialisés peuvent jouer un rôle de pionnier et donner des impulsions positives. Ce n'est pas pour rien que la Fondation suisse pour la coopération au développement s'est impliquée dans de nombreux projets recourant aux énergies renouvelables.

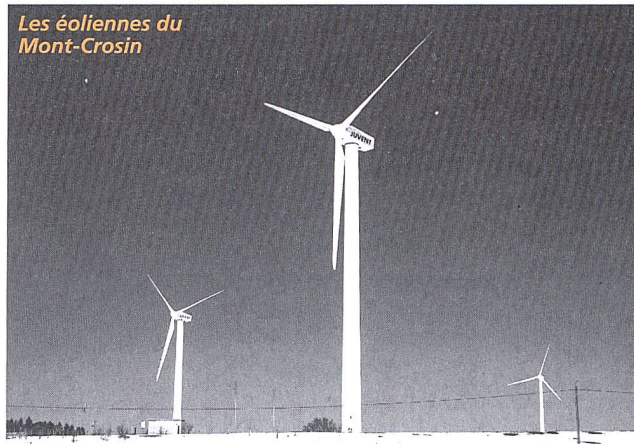
Subventions. Dans la plupart des cas, les énergies renouvelables ne sont commercialisées que grâce à des subventions massives de l'Etat (financement de la recherche, aide aux investissements, rabais fiscaux ou encore tarifs préférentiels). Ces subventions permettent toutefois de réaliser des progrès technologiques considérables et d'abaisser les coûts. Ainsi, les capacités moyennes des installations éoliennes de production d'électricité ont été multipliées par 70 entre 1985 et 2002.

Ce sont des mesures de politique énergétique qui donnent le plus d'essor aux énergies renouvelables, en particulier par le biais de tarifs d'alimentation avantageux et de systèmes de quotas.

■ La Suisse, l'Allemagne et le Portugal ont été les premiers, dans les années 90, à introduire les tarifs d'alimentation préférentiels (une «invention» américaine). Cela signifie que l'électricité produite à partir d'énergies renouvelables est achetée à un prix garanti qui couvre les coûts de production. Les entreprises d'exploitation du réseau s'engagent à distribuer cette énergie électrique en priorité. Ces tarifs ont considérablement favorisé le développement des capacités d'énergies renouvelables en Allemagne, au Danemark et en Espagne et sont également appliqués par certains pays du tiers-monde, comme le Brésil.

■ Les quotas ont été introduits pour la première fois en 1990 aux Pays-Bas et se sont imposés dans de nombreux pays (notamment l'Australie, l'Autriche, la Grande-Bretagne, l'Italie, l'Irlande et 13 Etats des USA) comme étant la meilleure manière de promouvoir les énergies renouvelables sur le marché. Selon ce système, les producteurs d'électricité ont l'obligation d'accroître constamment la proportion de leur offre de courant produit avec des énergies renouvelables. Cette part peut soit être produite dans leurs propres installations construites à cet effet, soit être achetée au moyen de «certificats verts». Le fournisseur de courant électrique a le libre choix de la technologie à laquelle il entend recourir, ce qui permet d'être plus proche du marché et de produire à moindres frais une énergie renouvelable.

Les éoliennes du Mont-Crosin



La Suisse. La Suisse sera représentée à Bonn par une délégation dont la mission sera de mettre en lumière nos expériences, nos spécificités et nos succès. Notre pays alpin, pauvre en matières premières, mise depuis longtemps sur l'énergie hydroélectrique et compte parmi les nations qui recourent le plus à ce mode de production.

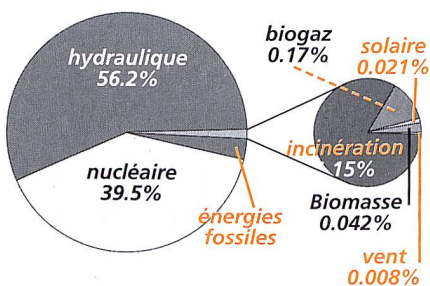
Les «nouvelles» énergies renouvelables remportent des succès depuis le début des années 90, grâce surtout au soutien que leur ont apporté les programmes mis sur pied par la Confédération, soit *Energie2000* (dès 1990) et *SuisseEnergie* (à partir de l'an 2000). La Suisse est le leader mondial en ce qui concerne les pompes à chaleur et la technologie photovoltaïque. Dans l'ensemble, les énergies renouvelables (y compris l'énergie hydraulique) contribuent pour 21% à la production totale d'énergie et représentent 60% de la production d'électricité dans notre pays.

SuisseEnergie veut proposer, en guise de contribution helvétique au plan d'action de Bonn, d'accroître, d'ici à 2010, de 1,3 à 2,3% (500GWh) la proportion d'électricité produite à partir des «nouvelles» énergies renouvelables et d'augmenter de 3% (soit de 3000 GWh) la production de chaleur à partir de ces mêmes sources.

Contrats. La Confédération mise, en outre, sur des contrats de prestations librement acceptés par l'économie. C'est en 1990 déjà que la Suisse s'est fixé de tels objectifs. Ils servent à focaliser la politique énergétique et permettent de mesurer les progrès réalisés en matière de pénétration sur le marché des énergies renouvelables. Le caractère librement consenti de ces contrats encourage l'industrie privée à s'engager dans cette voie.

Dans le domaine de la recherche et du développement (R & D), les Suisses sont également dans le peloton de tête. Entre 1990 et 2001, la Suisse a été parmi les six pays industrialisés qui ont financé 82% de la recherche dans le domaine des énergies renouvelables. En 2001, 30% des fonds dévolus à la recherche scientifique ont été consacrés à des projets concernant ces énergies. Les exemples cités dans les pages suivantes attestent de la créativité helvétique en matière d'énergies renouvelables.

Electricité suisse



Les énergies renouvelables représentent 60% de la production électrique suisse en 2002. Les nouvelles énergies renouvelables atteignent à peine 2%.